

Bulletin d'histoire politique

L'importance de la prise de parole

Stéphane Savard



Volume 24, numéro 3, printemps 2016

Discours politiques et mobilisations citoyennes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036729ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036729ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Savard, S. (2016). L'importance de la prise de parole. *Bulletin d'histoire politique*, 24(3), 7–11. <https://doi.org/10.7202/1036729ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2016

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Discours politiques et mobilisations citoyennes

Présentation

L'importance de la prise de parole

STÉPHANE SAVARD

*Département d'histoire et CRIDAQ
Université du Québec à Montréal*

Depuis la mise en place d'une démocratie de type parlementaire au Québec et au Canada, la prise de parole politique ne s'est jamais limitée aux discours d'un nombre restreint d'acteurs à l'exercice du pouvoir, tels que les premiers ministres et ministres, les députés de l'Assemblée législative ou de la Chambre des Communes, ou encore, plus largement, les candidats et militants des partis politiques. Limiter l'histoire politique à l'analyse de ces discours et des valeurs et représentations qui y sont rattachées, contribue certainement à passer sous silence les relations directes et indirectes entre ces acteurs à l'exercice du pouvoir et une panoplie d'autres individus qui composent la société civile. Comme le souligne Jean-Philippe Warren, le concept de « champ politique » proposé par le regretté Pierre Bourdieu a un fort potentiel d'élargissement, alors que les citoyens entrent régulièrement en interaction avec les responsables politiques¹. L'analyse de cette interaction entre les discours des responsables politiques et ceux des acteurs de la société civile ouvre les portes à une meilleure compréhension du fonctionnement de prise de décision politique et, surtout, du processus menant à la définition du « bien commun »².

Agissant seuls ou au sein de «groupes de pression³» ou de mouvements sociaux, les citoyens ont la capacité de se mobiliser dans le champ politique et de mettre en place des stratégies d'habilitation citoyenne. Ils le font de deux manières principales et complémentaires: par le biais d'une prise de parole politique et par le jeu des pressions exercées à l'encontre des acteurs à l'exercice du pouvoir. «Action symbolique» par excellence selon Michel de Certeau lorsqu'il relate les événements de Mai 1968, la prise de parole citoyenne ne symbolise pas «la saisie d'un pouvoir», mais se veut plutôt la première étape qui «renvoie à un travail»⁴. Ce travail peut notamment être compris comme celui visant les transformations de la culture politique d'une société donnée. Quant à l'action de «faire pression», il s'agit de véhiculer un discours politique et de proposer des stratégies d'intervention dans le but d'appuyer, de confronter ou de nuancer les positions des acteurs à l'exercice du pouvoir; l'objectif ultime étant, pour les groupes de pression, de faire correspondre leurs intérêts personnels avec ceux plus généraux de la société.

* * *

Le présent dossier s'intéresse donc aux discours politiques pluriels ainsi qu'aux mobilisations citoyennes qui en découlent en fonction de divers enjeux qui ont parsemé l'histoire québécoise et canadienne. Par l'analyse de cette prise de parole des différents responsables politiques ou des citoyens et groupes de toutes sortes, il aborde également la problématique des stratégies d'habilitation citoyenne déployées par certains acteurs socio-politiques. Le dossier renferme donc sept contributions – six articles scientifiques et une note de recherche – qui couvrent de manière très variée les XIX^e et XX^e siècles québécois et canadien.

En s'intéressant à la fièvre de l'or dans la Beauce du XIX^e siècle et à son encadrement par les pouvoirs publics, l'article de **Charles Beaudoin-Jobin** étudie dans un premier temps les discours et prérogatives des seigneurs Charles-Joseph et Alexandre-René Chaussegros de Léry, de même que des quelques compagnies ayant vu le jour au milieu du siècle, qui détiennent alors les droits exclusifs d'exploitation. Dans un deuxième temps, il s'intéresse aux «formes de contestation sur le terrain et devant les tribunaux découlant de cette mainmise exclusive des ressources aurifères». De son côté, **Mathieu Houle-Courcelles** se penche sur Isidore Bultuck et son journal «rouge» *Labor* publié entre 1918 et 1920. Son article porte non seulement sur la pensée politique de Boltuck et sur les interventions policières visant à restreindre cette dernière, mais aussi sur les conséquences de la surveillance policière et étatique de ce journal sur le militantisme de l'éditeur. À peu près à la même période, le jésuite Joseph-Papin Archambault, sous le pseudonyme de Pierre Homier, publie certains textes dans *Le Devoir*

qui dénoncent la faible présence de la langue française dans l'espace public montréalais. En plus de s'attarder aux caractéristiques du discours d'Archambault, **Harold Bérubé** et **Olivier Lemieux** analysent l'utilisation d'un pseudonyme en tant que stratégie de prise de parole politique.

Les trois derniers articles scientifiques du dossier ont comme principal objet les discours des responsables politiques à l'égard des communautés ethniques, ou encore les relations entre l'État et les groupes ethniques. Il en va ainsi du texte de **Sandra Dubé** portant sur les discours des responsables politiques de la Chambre des communes et de l'Assemblée nationale du Québec à l'égard de l'immigration en général et des «étrangers ennemis» en particulier entre 1838 et 1945. Dans une approche comparative, elle s'intéresse alors à la peur de la «cinquième colonne» et au sentiment anticomuniste, de même qu'aux différentes typologies de racisme véhiculées sur la scène fédéral canadienne ainsi que dans les provinces de l'Ouest et du Québec. Dans un texte portant sur l'histoire des Autochtones dans les années 1940, Émilie Guilbeault-Cayer analyse les audiences du *Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes institué pour étudier la Loi des Indiens* qui ont lieu entre 1946 et 1948. En mettant en relief les discours des responsables politiques et ceux des leaders des communautés autochtones, l'historienne se questionne sur le degré d'*empowerment* de ces dernières et, ainsi, sur leur capacité à «exercer une pression continue sur l'État et provoquer de réels changements». Quant à **Jean-François Beaudet**, il s'intéresse à l'ouverture et à la sensibilité de René Lévesque à l'égard de la communauté juive du Québec entre 1960 et 1976. En étudiant l'indignation de Lévesque envers l'antisémitisme et l'intolérance raciale, de même qu'en présentant ses tentatives de rapprocher l'expérience juive de celle vécue par les Canadiens français, l'auteur montre comment un responsable politique québécois a réussi à jeter les bases d'un nécessaire dialogue avec l'une des plus grandes communautés ethniques du Québec.

Pour conclure, le dossier thématique présente une note de recherche dans laquelle **Catherine Côté**, en s'appuyant sur l'idée qu'il existe une expérience et une «mentalité» communes aux membres d'une génération donnée, propose une analyse du «comportement politique des générations X et Y» en fonction de valeurs qui leur sont propres. À l'aide d'une perspective comparative, elle s'intéresse surtout aux éléments de politisation des membres de ces générations, à la participation politique de ceux-ci ainsi qu'à la manière de «faire» la politique.

* * *

Depuis quelques années déjà, la mise sur pied du Groupe d'histoire politique / Political History Group (GHP/PHG), affilié à la Société historique

du Canada (SHC), permet aux chercheurs québécois et canadiens s'intéressant à l'histoire politique⁵ de former un réseau scientifique pan-canadien et ainsi de pouvoir échanger sur leurs travaux respectifs. L'organisation du premier colloque parrainé par le GHP/PHG a d'ailleurs eu lieu à l'automne 2011 entre les murs de l'Université York, à Toronto⁶. L'origine de ce dossier thématique remonte à l'organisation du deuxième colloque parrainé par le GHP/PHG, le colloque « Mobilisations politiques et prises de parole citoyenne au Québec et au Canada » qui s'est déroulé à l'UQAM du 2 au 4 octobre 2014. Organisé par Stéphane Savard (président), Louise Bienvenue, Dominique Clément, Magda Fahrni, Valérie Lapointe-Gagnon, Julien Mauduit, Sean Mills, Martin Pâquet, Martin Petitclerc et Jessica Riggi, le colloque a regroupé pas moins de 75 chercheurs (conférenciers et présidents de séance) en provenance du Québec et des différentes régions du Canada⁷.

Je tiens ici à remercier les participants du colloque qui ont répondu à l'appel du *Bulletin d'histoire politique* de bonifier les textes de leur communication et de les transformer en articles scientifiques. Parmi ces auteurs, plusieurs voient leur article paraître dans le présent dossier, tandis que les autres verront le fruit de leur travail publié dans un second dossier thématique en cours d'édition.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour Warren, le « champ politique » est formé de trois cercles concentriques qui s'imbriquent l'un dans l'autre et dont le dernier, à la périphérie, est composé des mouvements sociaux et groupes de pression qui prennent la parole. Voir Jean-Philippe Warren, « Éditorial. Penser l'histoire politique au Québec avec Pierre Bourdieu : précisions conceptuelles et défis pratiques », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 22, n° 2, hiver 2014, p. 12.
2. En soulignant les réflexions d'Aristote, Noam Chomsky rappelle que la recherche du bien commun se veut l'objectif premier de toute démocratie qui, pour porter ce nom, doit être « participative ». Voir Noam Chomsky, *Le bien commun. Entretiens avec David Barsamian*, Montréal, Éditions Écosociété, 2013, p. 8.
3. Au sujet des groupes de pression et de leur importance en histoire politique du Québec, voir Jérôme Boivin et Stéphane Savard, « Pour une histoire des groupes de pression au Québec : quelques éléments conceptuels et interprétatifs », dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation. Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, 19^e et 20^e siècles*, Québec, Septentrion, 2014, p. 16-40. Voir aussi Martin Pâquet, « Du temps des groupes de pression », dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *Ibid.*, p. 428-438.
4. Michel De Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 38.
5. L'histoire politique mise de l'avant par le GHP/PHG se veut comprise de manière « large » et « recouvre l'étude de la politique, des politiques publiques,

de la gouvernance, de l'État, de l'économie politique, de la sociologie politique, de la société civile, des élections, des affaires étrangères et des relations internationales, de l'histoire légale et de toutes autres facettes de la vie politique canadienne, et ce, en ayant recours à une variété d'approches théoriques et empiriques».

6. Ce colloque avait pour thématique: «Transformation: la construction de l'État, de la nation et de la citoyenneté dans un nouvel environnement». Pour voir le programme du colloque: www.yorku.ca/uhistory/AvieBennett/#FrenchCall.
7. Pour consulter le programme du colloque: colloquemobilisationspolitiques.wordpress.com.